



# **-Règlement communal d'alimentation en eau**

## **-Tarif**

# **REGLEMENT CONCERNANT L'ALIMENTATION EN EAU DE LA COMMUNE MIXTE DE COURROUX**

Les termes employés au masculin sont également valables pour le féminin.

## **Vu**

- les articles 100 et 106 de la loi du 26.10.1978 sur l'utilisation des eaux (LUE/RSJU 752.41) et les prescriptions d'exécution y afférent, y compris les directives reconnues (par exemple de la Société suisse de l'Industrie et du Gaz et des Eaux SSIGE)
- l'ordonnance cantonale du 06.12.1978 sur le commerce des denrées alimentaires et de divers objets usuels (OCD/RSJU 817.0)
- la législation cantonale sur les constructions (loi du 25.06.1987 sur les constructions (LCAT/RSJU 701.1), ordonnance du 03.07.1990 sur les constructions (OCAT/RSJU 701.11)  
décret du 06.12.1978 concernant les contributions des propriétaires fonciers aux frais de construction de routes des communes (RSJU 722.123.44)
- la loi du 06.12.1978 sur la défense contre le feu et les autres dommages (RSJU 875.1)
- la loi fédérale du 24.01.1991 sur la protection des eaux contre la pollution (LPE)
- l'ordonnance cantonale du 06.12.1978 sur la protection des eaux (OCE/RSJU 861.1)
- la loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI) du 9 octobre 1992
- l'ordonnance sur les denrées alimentaires (ODAI) du 26 juin 1995
- l'ordonnance sur l'hygiène (OHyg) du 26 juin 1995
- l'ordonnance sur les substances étrangères et les composants (OSEC) du 26 juin 1995
- le manuel suisse des denrées alimentaires chapitre 27A, édition 1985/1988  
(actuellement en révision)

édicte, sous réserve d'approbation par le Service des Communes de la République et Canton du Jura

## **REGLEMENT D'ALIMENTATION EN EAU ET TARIF ANNEXE**

\*\*\*\*\*

# **REGLEMENT D'ALIMENTATION EN EAU**

## **A. GENERALITES**

### **1. Tâche de la Commune**

Art. 1.1. La commune fournit à la population, à l'artisanat et à l'industrie l'eau potable et l'eau d'usage dans la mesure des quantités disponibles, et pour autant que l'installation soit techniquement réalisable.

Elle veille à ce que la qualité de l'eau corresponde constamment au Manuel fédéral des denrées alimentaires.

L'article 7, 1er alinéa, et l'article 9 demeurent réservés. L'alimentation en eau comprend toutes les sources, captages de sources et d'eau de fond, installations de transport, de pompage et réservoirs appartenant à la commune, le réseau des conduites, les hydrants, ainsi que les immeubles, servitudes et fontaines publiques servant à cette alimentation.

Art. 1.2. Conjointement, et dans le même cadre, elle garantit une protection suffisante pour la lutte contre le feu.

Art. 1.3. Elle établit et entretient le réseau public des conduites principales et celui des hydrants avec les installations nécessaires pour l'apport, le traitement, le transport et l'accumulation de l'eau.

De plus, elle définit et protège les zones des sources et de captages.

Art. 1.4. La commune organise le service des eaux. Elle fait contrôler l'eau régulièrement, au minimum deux fois par année, en faisant appel à des spécialistes. Le résultat est communiqué à la population.

Art. 1.5. La commune exerce au surplus la surveillance des autres installations d'alimentation en eau se trouvant sur son territoire.

Art. 1.6. La commune fixe les taxes de raccordement, de capacité et le prix au m<sup>3</sup> d'eau à facturer aux usagers.

Ces taxes sont déterminées lors de l'établissement du budget communal.

### **2. Plan directeur d'alimentation en eau (PDA)**

Art. 2.1. Dans le but de déterminer l'étendue, la situation, la disposition et le coût des futures installations d'alimentation, la commune établit un plan directeur d'alimentation en eau.

Celui-ci est revu périodiquement et, en particulier, lors de la révision du plan d'aménagement local.

Art. 2.2. Le périmètre du PDA comprend la zone de construction délimitée dans le plan de zones, dans les plans de lotissement et dans le plan directeur d'utilisation (art. 50 et ss LCAT)

ainsi que les agglomérations ou les zones d'habitations d'une certaine étendue, mais qui ne sont pas comprises dans le plan de zones. (art. 91, 1er al. LUE)

### **3. Projet général d'alimentation en eau (PGA)**

Art. 3.1. Le réseau principal, le réseau de distribution et le réseau d'hydrants sont fixés par le projet général d'alimentation en eau (PGA) qui fait partie du plan directeur d'adduction. (PDA)

Art. 3.2. Le périmètre du PGA comprend:

- les zones de construction et de maisons de vacances déterminées par le plan de zones et par les plans de lotissement.

### **4. Viabilité**

Art. 4.1. A l'intérieur du périmètre du PGA, l'équipement est déterminé par les prescriptions de la législation cantonale sur les constructions (art. 84 et ss LCAT; art. 3 et ss OC) et par le plan communal de viabilité à réaliser par étapes.

Art. 4.2. L'extérieur du PGA n'est viabilisé que pour les agglomérations ou les zones d'habitation d'une certaine étendue selon l'art. 91, 1er al. LUE.

Art. 4.3. De plus, et exceptionnellement, la commune peut assurer l'alimentation d'eau pour les cas suivants ne figurant pas aux alinéas 1 et 2:

- a) pour des habitations ou des installations existantes et dont l'alimentation en eau est insuffisante quantitativement ou qualitativement.
- b) pour des constructions ou des installations nouvelles dont l'implantation est liée à un certain endroit et dans la mesure où il existe un intérêt public.

Art. 4.4. Dans les zones de maisons de vacances, l'alimentation en eau incombe aux propriétaires, s'il n'existe pas de responsable de la viabilité appropriée et si la garantie n'est pas donnée que l'installation propre de la zone fournit constamment une eau dont la qualité répond aux exigences du Manuel fédéral des denrées alimentaires, la commune assure l'alimentation en eau aux frais des propriétaires.

Art. 4.5. La viabilité peut être réglée par contrat, par plan de lotissement ou par plan détaillé de viabilité avec prescriptions spéciales, selon la législation sur les constructions.



## **5. Prescriptions de viabilité complémentaires, prescriptions techniques**

Art. 5.1. Pour autant que le présent règlement ne comporte pas de prescriptions dérogatives, ce sont les prescriptions de la législation cantonale sur les constructions et le règlement de construction qui sont déterminants pour l'établissement de l'entretien du réseau des conduites ainsi que pour la propriété de ces installations.

De plus, les directives de la SSIGE sont valables comme prescriptions techniques.

## **6. Zones de protection**

Art. 6.1. La commune délimite les zones de protection nécessaires pour protéger les captages de ses sources et de ses eaux souterraines.

Art. 6.2.

La procédure en est déterminée part. l'art. 96 LUE et par l'art. 50 OPE. La commune adressera la demande concernant les zones de protection à l'OEPN.

Art. 6.3. Les zones de protection seront signalées dans le plan de zones, conformément à l'art. 59 & ss LCAT.

## **7. Obligation de fournir de l'eau**

Art. 7.1. La commune est tenue de fournir de l'eau, suivant la quantité disponible. (art. 97 LUE, art. 1.1.)

Art. 7.2. Les entreprises industrielles et artisanales dont les besoins en eau sont grands et qui dépassent la capacité du service des eaux, doivent se procurer elles-mêmes l'eau d'usage nécessaire.(art. 101, 3e al. LUE)

Art. 7.3. De l'eau peut être fournie à des propriétés situées dans d'autres communes. Cette fourniture sera réglée par contrat.

Art. 7.4. En ce qui concerne la qualité de l'eau, la commune ne prend aucune garantie allant au-delà des exigences du Manuel fédéral des denrées alimentaires.  
Elle ne garantit pas non plus une pression constante.

## **8. Obligation de prise d'eau**

Art. 8.1. Dans le secteur desservi par le réseau des conduites selon l'art. 4, les habitants sont tenus de prendre l'eau potable à l'installation publique.

Art. 8.2. Ils sont seulement affranchis de cette obligation lorsqu'ils disposent déjà d'installations leur fournissant en suffisance une eau potable, dont la qualité correspond constamment aux exigences du Manuel fédéral des denrées alimentaires ou que pareille eau leur appartenant est à leur disposition dans le voisinage immédiat. (art. 98 LUE)

## **9. Utilisation de l'eau**

Art. 9.1. La fourniture d'eau à des fins domestiques prime tout autre genre d'utilisation, excepté en cas d'incendie.

## **10. Gaspillage**

Art. 10.1. L'eau doit être utilisée économiquement. Tout gaspillage est interdit.

# **B. RELATIONS ENTRE LE SERVICE DES EAUX ET LES CONSOMMATEURS**

## **11. Application du règlement**

Art. 11.1. Les relations entre le service des eaux et les consommateurs sont fixées par le présent règlement et par le tarif qui en découle.

Ces prescriptions sont applicables par analogie aux anciens consommateurs.

## **12. Obligation de requérir une autorisation**

Art. 12.1. Une demande d'autorisation sera présentée au Conseil communal:

- pour tout nouveau raccordement d'un immeuble
- pour tout nouveau lotissement
- en cas de transformation ou d'extension de l'utilisation d'immeubles déjà raccordés, si ces modifications entraînent une augmentation sensible de la consommation d'eau.
- pour aménagement et installations de piscine dès 5 m<sup>3</sup>.

Art. 12.2. La demande en sera adressée à la commune au moyen de la formule officielle (permis de construire). Les plans et mémoires descriptifs etc., nécessaires à l'examen de la demande y seront joints, en particulier:

- a) un plan de situation à l'échelle du plan cadastral avec le tracé de la conduite de raccordement et son diamètre,
- b) les indications concernant l'utilisation de l'eau,
- c) si nécessaire, la preuve de l'acquisition d'un droit de conduite.

Art. 12.3. La demande sera signée par le requérant et par l'auteur du projet.

Art. 12.4. Il est interdit de faire débiter les travaux avant que l'autorisation ait été accordée au propriétaire foncier ou au bénéficiaire du droit de superficie.

Art. 12.5. Le propriétaire foncier ou le bénéficiaire du droit de superficie sont considérés comme consommateurs.

### **13. Prélèvement passager d'eau**

Art. 13.1. Le prélèvement d'eau pour la construction ou pour d'autres motifs d'ordre passager est également subordonné à l'autorisation du Conseil communal.

Art. 13.2. Si des hydrants publics doivent être utilisés, l'accord du Conseil communal est indispensable, avec information au service du feu.

Le raccordement doit être établi de manière telle qu'il puisse être rapidement supprimé en cas d'incendie.

Art. 13.3. Chaque remplissage de piscine sera annoncé au Service communal des eaux par le propriétaire.

Le Service des eaux donnera son préavis quant à l'opportunité du moment retenu pour effectuer un tel remplissage.

### **14. Limitation dans la fourniture d'eau**

Art. 14.1. Les organes du service des eaux peuvent limiter la fourniture d'eau ou la supprimer passagèrement :

- a) en cas de pénurie d'eau
- b) pour effectuer des travaux de réparation ou d'entretien ou pour permettre l'agrandissement du réseau des conduites.

Art. 14.2. Le droit à une indemnité ou à une réduction de l'émolument de base est exclu. Il en est de même pour la suppression de la fourniture de l'eau due à des cas de force majeure.

Art. 14.3. Les restrictions ou les suppressions prévisibles seront annoncées à temps aux consommateurs dans la mesure du possible.

Art. 14.4. Au surplus, l'art. 38, 4e al. demeure réservé.

## **15. Devoirs du consommateur**

Art. 15.1. Le consommateur est responsable envers la commune de tous les dégâts causés au service des eaux par suite d'installations inadéquates, de mauvais usage des installations, de manque de soin ou de contrôle, ainsi que d'un entretien insuffisant. Il répond également pour ses locataires, ses fermiers, et les autres personnes qui utilisent de telles installations avec son consentement.

## **16. Interdiction de dérivation**

Art. 16.1. Il est interdit de fournir de l'eau à des tiers ou de conduire l'eau d'un bien-fonds sur un autre sans autorisation du Conseil communal.

## **17. Changement de main**

Art. 17.1. Tout changement de main d'un bien-fonds, (propriété, droit de superficie) doit être annoncé par écrit au Conseil communal par le propriétaire ou le détenteur du droit de superficie.

## **18. Renonciation à la prise d'eau**

Art. 18.1. Tout consommateur qui entend renoncer complètement à la prise d'eau doit en aviser le Conseil communal par écrit dans un délai de trois mois.

## **19. Coupure des raccordements**

Art. 19.1. Le raccordement domestique sera coupé du réseau d'alimentation en eau, aux frais du consommateur :

- a) en cas de renonciation de la prise d'eau
- b) lorsque pour une raison quelconque, le raccordement n'aura plus été utilisé durant plus d'une année.

## **20. Prélèvement d'eau illégal**

Art. 20.1. Quiconque prélève de l'eau sans autorisation est redevable envers la commune de la totalité de la taxe d'eau. De plus, les pénalités prévues à l'art. 65.1 & 2 du présent règlement ainsi que celles qui découlent du droit fédéral ou cantonal restent réservées.

## **C. RESEAU DES CONDUITES ET INSTALLATIONS**

### Définitions

#### **21. Parties intégrantes du réseau des conduites**

Art. 21.1. Le réseau de conduites comprend :

a) les conduites publiques :

- les conduites d'adduction
- les conduites principales
- les conduites de distribution
- les vannes, purges et ventouses
- les installations d'hydrants

b) les conduites privées :

- les conduites de raccordement
- les installations domestiques

#### **22. Conduites d'adduction**

Art. 22.1. Sont considérées comme conduites d'adduction toutes les conduites publiques qui relient les captages aux réservoirs.

#### **23. Conduites principales**

Art. 23.1. Sont considérées comme conduites principales toutes les conduites publiques qui ne sont pas expressément désignées comme conduites de distribution par la commune, en particulier, les conduites de l'équipement fondamental selon l'art. 84 & ss LCAT.

#### **24. Conduites de distribution**

Art. 24.1. Sont considérées comme conduites de distribution les conduites figurant dans les plans spéciaux ou désignées en particulier comme conduites de viabilité détaillée selon les art. 84 et ss LCAT. Elles relient les conduites principales à chaque bien-fonds. Dans la désignation, le principe d'égalité doit être respecté.

#### **25. Vannes, purges, ventouses**

Art. 25.1. Dans la règle, les vannes sont raccordées aux conduites publiques ou privées pour permettre l'obturation de certains secteurs. Les purges sont installées au point bas du réseau afin de permettre un nettoyage. Les ventouses sont installées dans points hauts du réseau pour permettre l'évacuation de l'air des conduites.

## **26. Installation d'hydrants**

Art. 26.1. Dans la règle, les hydrants sont raccordés aux conduites principales et aux conduites de distribution conformément aux prescriptions de l'Assurance immobilière.

## **27. Conduites de raccordement**

Art. 27.1. Sont considérées comme conduites de raccordement celles qui, dans un terrain viabilisé, vont de la vanne de la conduite principale jusqu'au compteur d'eau, té de raccordement y compris.

## **28. Installations domestiques**

Art. 28.1. Sont considérées comme installations domestiques toutes les conduites et les aménagements qui se trouvent à l'intérieur du bâtiment, après le compteur d'eau.

## **29. Conduites principales - Etablissement**

Art. 29.1. La commune établit les conduites principales en fonction du plan spécial par étapes. A défaut d'un tel plan, elle détermine la date de l'établissement selon son appréciation conforme à son devoir et d'entente avec les autres responsables de la viabilité (art. 84 & ss LCAT).

Art. 29.2. Les propriétaires fonciers désireux de construire peuvent établir eux-mêmes, à titre anticipé, les conduites principales nécessaires à la viabilité de leur bien-fonds selon l'art. 88 LCAT.

## **30. Conduites sous la chaussée**

Art. 30.1. La commune est en droit, avant d'acquérir le terrain affecté à la construction de routes, de poser les conduites principales à l'emplacement des futures routes. Pour l'octroi d'indemnités, on s'en référera à l'art. 109, 3<sup>e</sup> al. de la LCAT.  
Les conduites ainsi installées demeurent la propriété de la commune.

Art. 30.2. Le tracé des conduites sera choisi de manière telle que les futurs travaux de réparation et d'entretien perturbent le trafic routier dans la mesure la plus réduite possible. On tiendra compte de conduites déjà existantes ou projetées définitivement. De plus, on veillera à ce que toute influence sur la qualité de l'eau par des installations des eaux usées soit exclue.

Art. 30.3. Pour l'utilisation de voies publiques, on requerra l'autorisation de l'autorité de surveillance des routes; l'utilisation des routes cantonales, en particulier, est subordonnée à l'octroi d'une autorisation du Service cantonal des Ponts et Chaussées.

### **31. Droits de conduite**

Art. 31.1. Les droits de conduite pour conduites principales seront acquis selon la procédure fixée par l'art. 113 LUE ou par des contrats de servitudes.

Art. 31.2. Le dépôt des plans de conduites sera communiqué par écrit aux propriétaires fonciers intéressés, au plus tard au moment de la mise à l'enquête.

Art. 31.3. Il n'est accordé aucune indemnité pour les droits de conduite. Des indemnités pour les restrictions assimilables à l'expropriation restent réservées.

### **32. Protection des conduites principales**

Art. 32.1. Pour autant qu'il n'existe aucun arrangement contractuel avec dispositions contraires, les conduites principales sont protégées dans leur existence au sens de l'art. 113, 3e al. LUE.

Art. 32.2. Si les propriétaires fonciers ne s'entendent pas, la commune peut établir les conduites de distributions aux frais des propriétaires fonciers. Les art. 84 & ss LCAT sont applicables.

Art. 32.3. Toute réduction de la distance fixée réglementairement ou dans le cas particulier entre constructions et conduites, de même que toute construction sur des conduites principales sont subordonnées à l'octroi d'une autorisation du Conseil communal.

### **33. Conduites de distribution - établissement, frais**

Art. 33.1. Les conduites de distribution seront établies par les propriétaires fonciers intéressés, à leurs frais et sous surveillance du Conseil communal (art. 84 & ss LCAT).

Art. 33.2. Si les propriétaires fonciers ne s'entendent pas, la commune peut établir les conduites de distribution aux frais des propriétaires fonciers. Les art. 84 & ss LCAT sont applicables.

### **34. Droits de conduite**

Art. 34.1. L'acquisition des droits de conduite pour conduites de distribution est affaire des propriétaires fonciers. En cas de nécessité on procédera par voie d'expropriation pour laquelle un plan de lotissement ou un plan de viabilités détaillé, selon la législation sur les constructions est indispensable.



### **35. Exécution, contrôle**

Art. 35.1. Les propriétaires fonciers intéressés feront établir les conduites de distribution par des hommes de métier qualifiés et sous la surveillance de la commune.

Art. 35.2. Avant le remblayage de la tranchée, les conduites de distribution seront soumises à un essai de pression sous la surveillance du service des eaux.

### **36. Propriété et entretien**

Art.36.1. Après leur établissement, les conduites de distribution deviennent gratuitement la propriété de la commune qui en assume l'entretien. Elles sont protégées dans leur existence au sens de l'art. 32, 1<sup>er</sup> al.

### **37. Prescriptions techniques**

Art. 37.1. Les conduites de distribution doivent répondre aux mêmes exigences techniques que les conduites principales. Avant l'établissement des conduites, le Conseil communal édicte les prescriptions nécessaires concernant les dimensions, le tracé des conduites, le choix du matériau et la profondeur de la fouille.

### **38. Cession de conduites privées - réquisition**

Art. 38.1. La commune peut, pour des raisons d'intérêt public, exiger la cession de conduites privées qui satisfont aux exigences techniques. En cas de litige, la loi du 26.10.78 sur l'expropriation est applicable (RSJU 711).

Art. 38.2. Les piscines peuvent être réquisitionnées par le Service du feu et la Protection civile locale sur ordre de leur commandant respectif en cas de nécessité ou de catastrophe.

### **39. Installations d'hydrants et de protection contre le feu - établissement**

Art. 39.1. La commune installe les hydrants nécessaires.

Art. 39.2. Elle supporte les frais des hydrants placés sur les conduites principales et sur les conduites de distribution. De plus, si la lutte contre le feu exige un surdimensionnement considérable des conduites de distribution, elle participe équitablement aux frais supplémentaires. Les conduites jusqu'à un diamètre de 125 mm ne sont pas subventionnables (demeurent réservées les prescriptions de l'AIJ).

Art. 39.3. Les propriétaires fonciers sont tenus d'accepter que les hydrants soient placés sur leur bien-fonds sans indemnité. Dans la mesure du possible, la commune tiendra compte du désir du propriétaire foncier quant à l'emplacement de l'hydrant.

Art. 39.4. Des conventions spéciales entre les communes et l'intéressé, relatives à la répartition des frais pour des installations de protection contre le feu particulièrement onéreuses (SPRINKLER etc.), demeurent réservées.

#### **40. Utilisation - entretien**

Art. 40.1. Tout prélèvement d'eau des hydrants est interdit, le cas d'incendie et le traitement des cultures ainsi que les cas indiqués à l'art. 13, 2e al. exceptés.

Art. 40.2. Le service des eaux assume le contrôle, l'entretien et les réparations des hydrants.

Art. 40.3. Le service des eaux et le service du feu surveillent également la commande permettant le déclenchement des réserves d'incendie.

Art. 40.4. En cas d'incendie la réserve d'eau est tout entière à disposition du service du feu. En pareille circonstance, les consommateurs réduiront leurs prélèvements d'eau au strict minimum.

Art. 40.5. Les réserves d'incendie des réservoirs doivent être constamment remplies. Leur mise à contribution est de la seule compétence du commandant du corps des sapeurs-pompiers.

Art. 40.6. Les hydrants et les vannes doivent être préservés d'un endommagement et doivent être accessibles en tous temps; ils ne doivent pas être recouverts de matériel, véhicules etc...

#### **41. Conduites de raccordement - établissement, frais**

Art. 41.1. La commune détermine l'endroit et le genre de la conduite de raccordement en tenant compte, dans la mesure du possible, des désirs du propriétaire foncier. La conduite de raccordement sera obligatoirement équipée d'une vanne.

Art 41.2. Les frais de la conduite de raccordement, té et vanne de fermeture y compris, mais sans le compteur d'eau, sont à la charge du propriétaire foncier.

#### **42. Propriété - entretien**

Art. 42.1. La conduite, définie à l'art. 27.1. reste la propriété du propriétaire du bien-fonds viabilisé et doit être entretenu par lui.

Art. 42.2. En cas de besoin, le propriétaire prend lui-même les mesures voulues en vue du droit de conduite de son raccordement privé. Ces contrats de servitudes sont établis et inscrits aux frais du propriétaire-requérant.

## **43. Exécution**

Art. 43.1. Le propriétaire foncier ne peut faire installer une conduite de raccordement que par les organes du service des eaux, par un installateur ou d'un homme qualifié en possession d'une autorisation.

Art. 43.2. Avant le remblayage de la tranchée, les conduites de raccordement seront soumises à un essai de pression sous la surveillance des organes du service des eaux.

## **44. Prescriptions techniques**

Art. 44.1. Les conduites de raccordement seront posées de manière à être à l'abri du gel.

Art. 44.2. Elles doivent présenter une capacité de résistance mécanique et chimique suffisante par elles-mêmes ou par rapport à la nature du terrain et au matériel d'enrobage de la conduite.

En principe la conduite est en fonte. A défaut, une bande de détectage métallique placée sur la conduite est obligatoire.

Art. 44.3. Le dimensionnement des conduites doit être calculé en fonction des valeurs de raccordement de la propriété. Le service des eaux renseignera les requérants.

Art. 44.4. Les joints des conduites doivent garantir une étanchéité durable.

Art. 44.5. Dans la règle, on n'établira qu'une seule conduite de raccordement par bien-fonds.

Art. 44.6. Chaque conduite de raccordement sera munie, du côté de la conduite principale ou de la conduite de distribution, d'une vanne de fermeture installée aux frais du propriétaire foncier.

## **45. Droits de conduite**

Art. 45.1. Pour l'acquisition de droits de conduite, on appliquera les prescriptions de l'art. 34 par analogie.

## **46. Compteur d'eau - établissement, frais, propriété, entretien**

Art. 46.1. La fourniture et la facturation de l'eau se font selon la quantité utilisée. Celle-ci est fixée par un compteur d'eau.

Art. 46.2. Dans la mesure du possible, on n'installera qu'un seul compteur d'eau par immeuble. Il est loisible d'installer des compteurs d'eau séparés qui mesureront l'eau non évacuée vers les canalisations d'eaux usées (étables, horticultures) ou l'eau dont l'utilisation produit des eaux usées qui doivent être soumises à un traitement particulier.

Art. 46.3. Les compteurs d'eau sont mis à disposition par la commune et installés aux frais du propriétaire foncier. Ils restent la propriété de la commune et sont entretenus par elle.

Art. 46.4. La commune perçoit une taxe de location, selon la capacité du compteur. Cette taxe est fixée annuellement dans le cadre du budget communal.

#### **47. Endroit**

Art. 47.1. L'endroit du compteur d'eau est déterminé par les organes du service des eaux qui tiendra compte des besoins du propriétaire foncier. Dans la règle, le compteur sera placé immédiatement après le robinet principal. Le consommateur mettra à disposition gratuitement la place nécessaire à l'installation du compteur. Le compteur d'eau doit être installé à l'abri du gel à l'intérieur du bâtiment et doit être accessible en tout temps.

Art. 47.2. Lors de transformations, les compteurs posés à l'extérieur du bâtiment doivent être supprimés pour répondre aux prescriptions de l'article 47.1.

#### **48. Responsabilité en cas de détérioration**

Art. 48.1. Le consommateur d'eau n'est pas autorisé à modifier ou à faire modifier son compteur d'eau.

Art. 48.2. Il répond de tout dommage causé au compteur d'eau par suite de gel, de coups, de pression ou par d'autres causes analogues.

#### **49. Révisions, dérangements**

Art. 49.1. La commune révisé les compteurs d'eau périodiquement à ses frais.

Art. 49.2. Le consommateur peut en tout temps exiger un examen du compteur d'eau. Si une déféctuosité est constatée, la commune prend les frais d'examen et de réparation à sa charge. Au cas contraire, les frais d'examen seront supportés par le consommateur.

Art. 49.3. Si les données fournies par le compteur sont incorrectes, on calculera la taxe d'eau à payer d'après les résultats de l'année précédente. Est considérée comme donnée incorrecte celle qui s'écarte de +/- 5 % à 10 % de charge nominale.

Art. 49.4. Tout dérangement du compteur d'eau doit être annoncé immédiatement au secrétariat communal.

#### **50. Installations domestiques - établissement, frais**

Art. 50.1. Il appartient au consommateur d'établir et d'entretenir à ses frais les installations domestiques.

## **51. Exécution**

Art. 51.1. L'établissement d'installations domestiques ne peut être confié qu'à des installateurs en possession d'une autorisation de la commune. Tous les travaux doivent être annoncés à la commune.

## **52. Prescriptions techniques**

Art. 52.1. Les prescriptions de la SSIGE sont déterminantes pour l'établissement de projets et pour l'aménagement des installations domestiques.

Art. 52.2. Les installations domestiques, en particulier les installations pour traitement individuel de l'eau telles que, par ex: les installations d'adoucissement, doivent être aménagées de manière telle que tout retour de l'eau dans le réseau public soit exclu.

Art. 52.3. Chaque installation sera munie d'un réducteur de pression.

## **53. Installations de traitement individuelles**

Art. 53.1. Seules peuvent être posées des installations de traitement individuelles qui ne portent pas préjudice à la qualité de l'eau.

## **54. Réception**

Art. 54.1. Toute installation domestique doit, avant d'être mise en service, être réceptionnée par les organes du service des eaux. Ceux-ci peuvent soumettre les installations à un essai de pression.

Art. 54.2. Par la réception, la commune n'assume aucune garantie pour les travaux exécutés ni pour les appareils installés. Les installateurs et les fournisseurs ne sont pas déliés de leurs responsabilités.

## **55. Installations défectueuses**

Art. 55.1. Lorsque des installations domestiques ont été établies de manière non conforme aux prescriptions ou lorsqu'elles ont été mal entretenues, le consommateur d'eau a l'obligation, sur demande écrite de la commune, de faire réparer les défauts dans les délais fixés. S'il néglige de le faire, la commune peut faire supprimer les défauts aux frais du consommateur.

## **56. Droit de contrôle**

Art. 56.1. Les organes du service des eaux exercent le contrôle sur toutes les installations domestiques. A cette fin, on leur accordera l'accès à toutes les installations.

## **D. REDEVANCES**

### **57. Financement des installations d'alimentation d'eau**

Art. 57.1. Le financement des installations publiques d'alimentation en eau incombe à la commune. A cette fin, elle dispose des moyens suivants :

- émoluments uniques et périodiques versés par les usagers de l'installation sur la base d'un tarif défini annuellement lors de l'approbation du budget communal;
- prestations de l'Etat et de la Confédération,
- autres contributions de tiers,
- propres prestations de la Commune.

Art. 57.2. Les frais d'établissement des conduites de distribution et des conduites de raccordement ainsi que des installations domestiques sont à la charge des usagers. Ce principe est valable pour l'adaptation de conduites de raccordement existantes lorsque la conduite publique est supprimée ou placée à un autre endroit.

Art. 57.3. Dans les zones de maisons de vacances, la commune, en dérogation aux prescriptions ci-après, a l'obligation de faire supporter tous les frais de l'alimentation en eau par les propriétaires fonciers (art. 29-56 et 84 ss LCAT). Il lui est cependant loisible d'accorder des contributions particulières dans les cas de rigueur.

### **58. Base pour le calcul des émoluments**

Art. 58.1. Pour le calcul des émoluments uniques et périodiques fixés dans le cadre du budget, on tiendra compte, au sens de l'art. 106 LUE, des prestations particulières de la commune et d'autres sources, puis on s'assurera que le produit des émoluments perçus couvre au moins les frais d'exploitation et d'entretien des installations d'alimentation en eau et permet d'assurer le service des intérêts et de l'amortissement du capital engagé, de même que la création d'un fonds de renouvellement.

Art. 58.2. Le délai d'amortissement du capital est de 50 ans au plus.

Art. 58.3. En cas de démolition ou de transformation d'un bâtiment les émoluments payés ne sont pas restitués. Le nouveau bâtiment sera soumis aux tarifs et conditions du présent règlement.

Art. 58.4. Pour préfinancer de nouvelles conduites et installations, la commune peut astreindre les propriétaires fonciers à verser des contributions anticipées. Ces paiements seront imputés sur les émoluments uniques facturés au moment du raccordement d'eau.



## **59. Exigibilité**

Art. 59.1. L'émolument unique de conduite est exigible au moment du raccordement d'eau. L'art. 61.5. est applicable par analogie en cas de non-paiement après exercice du droit de gage légal.

## **60. Droit de gage**

Art. 60.1. Le propriétaire du bien-fonds ou le bénéficiaire du droit de superficie sont débiteurs et responsables du paiement de l'émolument.

Art. 60.2. Pour garantir la couverture des émoluments qui lui sont dus, la commune est au bénéfice d'une hypothèque légale grevant l'immeuble raccordé selon art. 88 LiCcs.

## **61. Tarif de la fourniture de l'eau**

Art. 61.1. L'eau est fournie selon un tarif au m<sup>3</sup> fixé annuellement dans le cadre du budget communal. Les prélèvements provisoires (chantiers, manifestations, etc.) font l'objet d'un barème forfaitaire fixé annuellement dans le budget communal (art.13. al.1 et 2.).

Selon le même principe, les piscines sont taxées annuellement par m<sup>3</sup> de capacité.

Ces tarifs sont fixés de telle sorte que les recettes de l'alimentation en eau puissent au moins couvrir les dépenses d'exploitation, d'entretien, du service des intérêts et de l'amortissement du capital investi.

Art. 61.2. La commune prélève gratuitement l'eau dont elle a besoin.

Art. 61.3. Il n'est livré de l'eau aux abonnés que contre paiement du prix fixé dans les tarifs budgétaires.

Art. 61.4. Le propriétaire du fonds ou le détenteur du droit de superficie sont seuls débiteurs et responsables du paiement de la facture d'eau.

Art. 61.5. La facture d'eau est exigible dans un délai de 30 jours dès sa réception. Après ce délai, un intérêt moratoire est calculé au même taux que l'intérêt de la Banque Cantonale du Jura pour l'hypothèque du 1er rang.

Après un rappel avec nouveau délai de 10 jours signifié par écrit, la procédure de poursuite sera introduite. Le Conseil communal décidera de couper l'eau à l'abonné en cas de saisie infructueuse.

L'eau nécessaire à l'existence ne peut pas être refusée.



## **E. ADMINISTRATION**

### **62. Service des eaux**

Art. 62.1. Le service des eaux est placé sous la haute surveillance du Conseil communal. Celui-ci délègue la direction technique et administrative du service des eaux à une commission spéciale (commission des eaux). En cas de besoin, le Conseil communal pourra faire appel à des hommes du métier pour résoudre des problèmes spéciaux.

### **63. Commission des eaux**

Art. 63.1. Le nombre des membres de la commission des eaux est fixé par le règlement communal d'organisation et d'administration.

Art. 63.2. Les tâches et les compétences de la commission des eaux sont fixées dans un cahier des charges édicté par le Conseil communal.

Art. 63.3. Les problèmes relatifs à la qualité de l'eau sont traités par la commission des eaux.

Art. 63.4. Pour les problèmes de la défense contre le feu, on s'assurera le concours du commandant du corps des sapeurs-pompiers.

### **64. Fontainier**

Art. 64.1. Pour exercer la surveillance des installations d'alimentation en eau, le Conseil communal, sur proposition de la commission des eaux, nomme un fontainier.

Art. 64.2. Les compteurs d'eau sont relevés une fois par an.

### **65. Collection de plans**

Art. 65.1. Le Conseil communal établira une collection complète des plans de toutes les installations publiques appartenant au service des eaux. Les plans doivent être l'image de l'exacte réalité et ils seront tenus régulièrement à jour.

### **66. Autorisations d'installation, prescriptions d'installation**

Art. 66.1. L'exécution de conduites de raccordement et d'installations domestiques ainsi que les réparations qui leur sont apportées sont subordonnées à l'octroi d'une autorisation du Conseil communal.

Art. 66.2. Cette autorisation sera accordée si le requérant (propriétaire, gérant)

- dispose, dans la commune ou dans ses environs, selon la pratique du Tribunal fédéral, dans la règle 20 - 30 kms (DTF 94 I 28), d'un atelier équipé de manière telle qu'une exécution faite selon les règles de l'art soit garantie pour toutes conduites et installations.
- dispose d'un service de réparation et d'un service de piquet.

Art. 66.3. Le Conseil communal peut édicter des prescriptions complémentaires en tout ce qui touche aux autorisations d'installations, en particulier, un tarif pour les autorisations et les cautions. Le tarif doit être soumis au Service des Communes pour approbation.

Art. 66.4. Les travaux qui relèvent du simple entretien ne sont pas subordonnés à l'octroi d'une autorisation.

## **F. DISPOSITIONS PENALES ET FINALES**

### **67. Infractions au règlement concernant l'alimentation en eau**

Art. 67.1. Les infractions au règlement concernant l'alimentation en eau ainsi qu'aux décisions prises en vertu de celui-ci sont passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à Fr. 1000.--. Les infractions aux prescriptions d'exécution édictées par le Conseil communal sont passibles d'amendes allant jusqu'à Fr. 300.--. Le décret du 6.12.1978 concernant le pouvoir répressif des communes est applicable. (RSJU 325.1)

Art. 67.2. L'application des prescriptions pénales cantonales et fédérales reste réservée.

### **68. Décision en cas de contestation**

Art. 68.1. Les décisions des organes du service des eaux peuvent faire l'objet d'une opposition écrite au Conseil communal dans les trente jours à dater de la décision.

Art. 68.2. Pour le reste, les contestations relatives aux obligations découlant du présent règlement seront jugées par les autorités de justice administrative, conformément à la loi du 30.11.1978 de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle (CPA/RSJU 171.1).

### **69. Entrée en vigueur et adaptation**

Art. 69.1. Le présent règlement entre en vigueur au : .....

Art. 69.2. Dès son entrée en vigueur, il abroge toutes les dispositions qui lui sont contraires.

Art. 69.3. Le Conseil communal fixe le délai dans lequel et dans quelle proportion, les installations existantes doivent être adaptées au présent règlement.

Ainsi débattu et accepté par l'assemblée communale de Courroux  
du 31 octobre 2000.

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

Le Président



Le Secrétaire

APPROUVÉ

~~sous~~/sans réserve

Delémont, le 15 DEC. 2000  
Le Chef du Service des communes



## Annexe 1

## Tarif règlement d'alimentation en eau

## 1. Redevances (art. 57 & ss)

### 1.1. Construction

**eau de chantier : maison familiale y.c. compteur**

**Fr. 250.--**

locatif y.c. compteur

**Fr. 150.--par app.**

bâtiment industriel

Fr. 1.--/ m<sup>2</sup>

## 1.2. Taxe de raccordement

**émolument unique de 2%o de la valeur officielle et de la valeur incendie cumulées de l'immeuble terminé.**

### 1.3. Piscine

**taxe selon la capacité :**

**Fr. 2.— par m<sup>3</sup> de contenance**

### 1.4. Compteurs

**location :**

- compteur jusqu'à 5m<sup>3</sup>/h

Fr. 13.— par année

- compteur dès 5m<sup>3</sup>/h et plus

Fr. 3.— par m3/h suppl. par année

## 2. Fourniture d'eau (art. 61)

### 2.1. livraison par m<sup>3</sup> livré

Fr. -.90 cts

## 2.2. épuration par m<sup>3</sup> livré (art. 53 rgl eaux usées)

**Fr. -.30 cts**

**Courroux, le 31 octobre 2000**



Règlement communal  
d'alimentation en eau

## Certificat de dépôt

Le secrétaire communal soussigné certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal durant le délai de vingt jours avant et vingt jours après l'assemblée communale du 31 octobre 2000, soit

**du 4 au 24 octobre 2000 et du 1<sup>er</sup> au 21 novembre 2000,**

selon publication au Journal officiel n° 33 du 4 octobre 2000.

**Opposition :** aucune

Courroux, le 22 novembre 2000



Le Secrétaire communal

  
Luc Fleury



# REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

**Service des communes**

2, rue du 24-Septembre  
2800 Delémont

☎ : 032/420 58 50

Fax : 032/420 50 01

E-mail : secr.com@jura.ch

Conseil communal

2822 Courroux

N/réf.: PB/229

Delémont, le 15 décembre 2000

Monsieur le Maire,  
Mesdames, Messieurs,

Nous vous transmettons, sous ce pli un exemplaire du

***Règlement d'alimentation en eau  
et du tarif y relatif***

muni de notre décision d'approbation. Nous vous prions de bien vouloir procéder à la publication de l'entrée en vigueur dudit règlement et du tarif y relatif par l'intermédiaire du Journal officiel (cf. modèle joint).

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Le chef du Service des communes

Jean-Louis Sangsue

Copie avec expédition du règlement

- Juge administratif du district
- OEPN, Saint-Ursanne



Delémont, le 15 décembre 2000

## APPROBATION

### **No 1620 Commune mixte de Courroux - Règlement d'alimentation en eau et tarif y relatif**

---

Le règlement communal susmentionné et le tarif s'y rapportant, adoptés par l'assemblée communale de Courroux le 31 octobre 2000, sont approuvés par le Service des communes de la République et Canton du Jura.

Le Conseil communal est prié de publier l'entrée en vigueur du présent règlement et du tarif y relatif dans le Journal officiel.

Le chef du Service des communes

  
Jean-Louis Sangsue



Copie : Juge administratif du district de Delémont  
OEPN, Saint-Ursanne



**COURROUX****Entrée en vigueur du règlement d'alimentation en eau et du tarif y relatif**

---

Le règlement communal susmentionné et le tarif s'y rapportant, adoptés par l'assemblée communale de Courroux, le 31 octobre 2000, ont été approuvés par le Service des Communes le 15 décembre 2000.

Réuni en séance du 19 décembre 2000, le Conseil communal a décidé de fixer leur mise en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Le règlement communal, le tarif ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Courroux, le 10 janvier 2001

Le Conseil communal



Merci de faire paraître cet avis  
au Journal officiel du 10 janvier 2001  
Meilleures salutations.

20.12.2000

SECRÉTARIAT COMMUNAL  
2822 COURROUX

## Les Bois

### Restrictions à la circulation

Vu la décision du Conseil communal du 20 novembre 2000, les articles 3 et 106 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière; l'article 2 de la loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers; l'article 52 de la loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes, le Service cantonal des ponts et chaussées préavise favorablement les restrictions suivantes:

- pose du signal OSR 4.08.1
- pose du signal OSR 2.02 avec plaque complémentaire «Excepté cycles».

En vertu des articles 94, 96 et 98 du Code de procédure administrative, il peut être fait opposition dans les 30 jours à la présente décision.

Les Bois, le 4 janvier 2001.

Conseil communal.

## Courroux

### Entrée en vigueur du règlement d'alimentation en eau et du tarif y relatif

Le règlement communal susmentionné et le tarif s'y rapportant, adoptés par l'assemblée communale de Courroux, le 31 octobre 2000, ont été approuvés par le Service des communes, le 15 décembre 2000.

Réuni en séance du 19 décembre 2000, le Conseil communal a décidé de fixer leur mise en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Le règlement communal, ainsi que la décision d'approbation, peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Conseil communal.

## Damvant

### Assemblée communale ordinaire

jeudi 1<sup>er</sup> février 2001, à 20 heures, à la salle communale.

Ordre du jour:

1. Lecture et approbation du procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Voter les budgets 2001, la quotité d'impôt, la taxe immobilière et autres taxes.
3. Nommer pour la période 2001-2004:
  - a) le secrétaire des assemblées communales;
  - b) les membres de la commission de vérification des comptes communaux.
4. Ratifier les modifications des articles 8 et 22 des statuts du Cercle scolaire Haute-Ajoie.
5. Abroger les règlements communaux suivants:
  - a) règlement de police locale et rurale datant de 1908;
  - b) tarif des émoluments de pesage pour le poids public datant de 1972;
  - c) règlement sur l'organisation de l'orientation professionnelle datant de 1934.
  - d) règlement forestier datant de 1950.
6. Divers.

Les modifications mentionnées au point 4 sont déposées publiquement au Secrétariat communal durant le délai légal, soit 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale.

Les règlements mentionnés au point 5 sont déposés publiquement au Secrétariat communal durant le délai légal, soit 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale.

Conseil communal.

## Epiquez

### Entrée en vigueur des modifications apportées au règlement d'organisation et d'administration

Les modifications du règlement susmentionné, adoptées par l'assemblée communale d'Epiquez le 31 mai 2000, ont été approuvées par le Gouvernement de la République et Canton du Jura, le 5 décembre 2000.

Réuni en séance du 27 décembre 2000, le Conseil communal a décidé de fixer leur mise en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2000.

Les modifications, ainsi que la décision d'approbation, peuvent être consultées auprès du Secrétariat communal.

Conseil communal.

## Montavon

### Entrée en vigueur de la modification apportée au règlement d'organisation et d'administration bourgeoise

La modification de l'article 10, alinéa 1 du règlement susmentionné, adoptée par l'assemblée bourgeoise de Montavon le 27 mai 2000, a été approuvée par le Gouvernement de la République et Canton du Jura, le 14 novembre 2000.

Réuni en séance du 14 novembre 2000, le Conseil bourgeois a décidé de fixer sa mise en vigueur immédiatement.

La modification, ainsi que la décision d'approbation, peuvent être consultés au Secrétariat bourgeois.

Conseil bourgeois.

## Ocourt

### Election par les urnes d'un-e conseiller-ère communal-e les 3 et 4 mars 2001

Les électrices et les électeurs de la commune d'Ocourt sont convoqués aux urnes afin de procéder à l'élection d'un-e conseiller-ère communal-e, ceci selon le système majoritaire conformément aux dispositions du règlement sur les élections communales.

Dépôt des candidatures: les actes de candidatures doivent être remis au Secrétariat communal jusqu'au 7 février 2001, à 18 heures. Ils indiqueront le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession du/de la candidat-e et seront signés par ce-tte dernier-ère. Ils porteront de plus la signature manuscrite d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune.

Ouverture du bureau de vote: samedi 3 mars 2001, de 19 h à 20 h et dimanche 4 mars 2001, de 10 h à 12 h.

En cas de ballottage un second tour aura lieu les 17 et 18 mars 2001.

Ocourt, le 3 janvier 2001.

Conseil communal.

## **COMMUNE DE COURROUX**

### **ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT D'ALIMENTATION EN EAU ET DU TARIF Y RELATIF**

Le règlement communal susmentionné et le tarif s'y rapportant, adoptés par l'assemblée communale de Courroux le 31 octobre 2000, ont été approuvés par le Service des communes, le 15 décembre 2000.

Réuni en séance du ....., le Conseil communal a décidé de fixer leur mise en vigueur au .....

Le règlement communal, le tarif ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

**AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :**

Le Président :      Le Secrétaire :